



Au début du quinquennat de François Hollande : des inondations dramatiques à répétition à Quimperlé(29) et dans le Var⁽¹⁾. La sécheresse pourrait survenir au début du quinquennat d'Emmanuel Macron ? Les remèdes n'auraient-ils pas été imaginés et encore moins mis en œuvre ?

Nous dénonçons la contradiction entre la priorisation de la destruction des réserves d'eau (compris celles qui ont servi de captage depuis 1950), des étangs et des moulins au mépris de l'intérêt général qui devrait -entre autres- garantir l'autosuffisance en eau.

Rien de plus simple dans un pays très largement arrosé ? (pluies totales ~500 milliards de m³; pluies efficaces ~200 milliards de m³). Rien de moins sûr : nos décideurs déplorent les sécheresses pendant six mois, puis les inondations les six mois suivants, sans imaginer capter l'eau excédentaire gratuite qu'ils regardent filer vers l'océan par milliards de mètres cubes (prélèvements ~30 milliards de m³). Entre les 200 milliards de m³ de pluies et les 30 milliards de m³ de prélèvements, la marge est importante pour stocker l'eau perdue. On préfère recourir aux forages. La surexploitation égoïste et immédiate des aquifères, non seulement décapitalise la ressource en eau de nos enfants, mais menace la sécurité alimentaire ; en prime, c'est une eau payante : les agences de l'eau encaissent une redevance d'environ 400 millions d'euros/an. Des perspectives pour faire des réserves?...à quoi bon, quand il suffit de lever l'impôt des taxes ?

Que faire pour atténuer les conséquences dramatiques des inondations et les calamités de la sécheresse ?

Dériver et capter l'eau excédentaire permettrait d'écarter l'onde de crue et de restituer cette eau stockée en soutien d'été. Mais le retour au bon sens n'est pas encore un facteur décisionnel. Il conviendrait d'agir dans la même proportionnalité de la méthode de Strahler : à partir de la tête du bassin versant, créer des étangs bassins dimensionnés par rapport au ruisseau de « type 2 » par exemple, puis des retenues plus grandes pour un cours d'eau de « type 4 ».

Ce principe multimillénaire est tellement simple qu'il est ignoré⁽²⁾, bafoué et tourné en dérision. En effet, le concepteur (formaté, dépourvu de la première once de bon sens) se doit d'imaginer, pour faire sérieux mais aussi pour laisser son empreinte, des ouvrages pharaoniques.[Charlas : 625 ha de bonnes terres, 110 millions de m³; Chambonchard : 125

millions de m³ projet soutenu par l'Agence de l'eau Loire-Bretagne ; Notre Dame des Landes : un projet d'aéroport sur plusieurs milliers d'ha dans une zone bocagère, pour remplacer l'aéroport de Nantes très loin de la saturation]. Le concepteur complice/servile sert essentiellement l'égo du politique local qui l'a mandaté. L'élu va pouvoir enfin bomber le torse : la presse locale va parler de son projet.

Les impacts humains financiers et environnementaux de ses projets surdimensionnés sont très lourds.

Dans le domaine de l'eau, Marc Laimé à la culture, la mémoire des catastrophes « eau », et l'impertinence constructive de nous les remémorer à bon escient. Dans la vacuité des prospectives en termes de gestion quantitative de l'eau qui n'intéresse personne, à part les médias lors des catastrophes, Marc Laimé nous rappelle qu'à partir d'aujourd'hui le nouveau Président, comme ses prédécesseurs se rendront sur les lieux des inondations et entre juillet et septembre, déploreront que 70 départements font l'objet d'arrêtés préfectoraux réduisant les usages de l'eau lors des sécheresses... et l'eau perdue continuera de rejoindre l'océan.

Illustration : nombre de départements touchés par les arrêtés sécheresse. Source : MEDDE. SOeS 2015

(1) Pour Quimperlé, nous avons vu une étude qui prévoit la création de retenues en amont. Le principe est très pertinent. Lors des inondations dans le Var, le Préfet annonce à la télévision que les habitants et commerçants des zones sinistrées à répétition devaient partir. C'est le seul remède qu'il ait imaginé. Sur le plan humain, c'est extrêmement choquant. Au plan technique, n'aurait-il jamais eu l'idée de commander une étude à ses services sur le volume excédentaire à dériver dans des retenues à créer jusqu'en tête de bassin versant ? Et seulement après une étude hydrographique robuste, déclarer certaines zones à délotir et désaménager.

(2) Il ne faut invoquer ni les difficultés ni les coûts quand on observe la grande faiblesse technique et argumentaire, les dépenses considérables et l'absence de résultats des dizaines de DIG dans toute la France. Celles pour atténuer les impacts désastreux des inondations/sécheresses seraient vraiment d'intérêt général.

2017-05-02

REMOUS

ÉTÉ 2017 : LE RETOUR DE LA QUESTION DE L'EAU

PAR MARC LAIMÉ, MARDI 2 MAI 2017 @ 10:18

François Hollande c'était la pluie, dès le défilé sur les Champs Elysées, puis à l'île de Sein, partout, tout le temps, d'ailleurs le quinquennat a ensuite été endeuillé par des inondations meurtrières. Avec Emmanuel Macron, dès cet été, la question de l'eau, totalement ignorée tout au long de la campagne électorale, va revenir en force. Cette fois, sécheresse annoncée, catastrophique retour des algues vertes en Bretagne, plus largement une « gouvernance de l'eau » à bout de souffle. Le retour du refoulé va être brutal.

Cà, c'était avant...

Le 20 avril dernier le BRGM alertait sur « Une recharge hivernale insuffisante » :

« Le niveau des nappes au 1er avril 2017 est hétérogène d'une région à l'autre. Moins de la moitié des nappes (46%) ont pour l' instant commencé à bénéficier de la recharge hivernale attendue pour cette période de l'année, avec un niveau moyen ou plus haut que la moyenne. Seuls quelques rares secteurs présentent des niveaux autour de la moyenne voire modérément hauts comme la Lorraine, le sud du Bassin parisien ou la plus grande partie du pourtour méditerranéen.

Le reste du territoire présente des niveaux modérément bas voire bas, notamment sur la nappe de la craie normande et picarde, ou sur une grande partie des nappes du bassin Adour-Garonne.

Le lac des cygnes



La situation est liée à une pluviométrie très faible en début de période hivernale.

Les pluies ont tardé jusqu' en février. Le mois de mars a été ensuite plutôt arrosé ce qui explique pourquoi les deux-tiers des points sont orientés à la hausse.

Cette recharge n'est donc pas favorable, même si la situation n'est pas comparable aux déficits historiques rencontrés par exemple en 2003-2004. »

Dès aujourd'hui déjà, là où on ne l'attendait pas, la Haute-Savoie en alerte sécheresse...

<http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2...>

Idem dans les Côtes d'Armor...

<http://www.letelegramme.fr/cotesarm...>

Lire le communiqué du BRGM du 20 avril 2017 :

<http://www.brgm.fr/sites/default/fi...>